

LOI n ° 96-006

**autorisant la ratification de l'Accord sur les services aériens entre le
Gouvernement du Royaume de la Thaïlande et le Gouvernement de la
République de Madagascar**

EXPOSE DES MOTIFS

Dans la perspective d'ouverture d'une liaison aérienne dans le Sud Est Asiatique, un échange d'Accord aérien a été effectué avec la Thaïlande à l'issue de négociations bilatérales dirigées par l'Administration de l'Aviation Civile et les compagnies aériennes des deux pays, le 17 juin 1994.

L'accord aérien établi fut signé le 09 juin 1995 par les Représentants Permanents des deux pays aux Nations Unies.

Il constitue le cadre général de l'exploitation des services aériens sur les routes convenues par les Parties Contractantes.

Les principes suivants sont à ce titre retenus sur la base de la réciprocité :

- octroi de possibilités justes et équitables pour chaque entreprise de transport aérien désignée par l'une ou l'autre des Parties contractantes (article 3) ;
- respect des normes de sûreté internationales, l'assistance mutuelle face aux actes de capture illicite d'aéronef (article 5) ;
- exonération des droits fiscaux et taxes douanières sur les produits et articles utilisés pour les services aériens (article 9 et 10) ;
- transfert des excédents de recettes sur les dépenses d'exploitation réalisées selon le taux de change en vigueur ou le taux du marché interbancaire de devises à la date de transfert (article 13).

Tel est l'objet de la présente Loi.

ASSEMBLEE NATIONALE
ANTENIMIERAM-PIRENENA

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana Fahafahana Fahamarinana

LOI n° 96-006

autorisant la ratification de l'Accord sur les services aériens entre le Gouvernement du Royaume de la Thaïlande et le Gouvernement de la République de Madagascar

L'Assemblée Nationale a adopté en sa séance du 13 juin 1996, la loi dont la teneur suit :

Article 1.- Est autorisée la ratification de l'Accord sur les services aériens entre le Gouvernement du Royaume de la Thaïlande et le Gouvernement de la République de Madagascar.

Article 2.- La présente Loi sera publiée au Journal Officiel de la République.

Elle sera exécutée comme Loi de l'État.

Antananarivo, le 13 juin 1996.

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE,
LE SECRETAIRE,

ANDRIAMANJATO *Richard Mahitsison*

**ACCORD SUR LES SERVICES AERIENS ENTRE
LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE LA
THAILANDE ET LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE
DE MADAGASCAR**

Le Gouvernement du Royaume de la Thaïlande et le Gouvernement de la République de Madagascar.

Considérant que le Royaume de la Thaïlande et le Gouvernement de la République de Madagascar font partie de la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale ouverte à la signature à Chicago le 7 Décembre 1944 et

Désireux de conclure un accord, complémentaire à ladite Convention, en vue d'établir des services aériens entre et au-delà de leur territoire respectif,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1

DEFINITIONS

Pour l'application du présent Accord, à moins que le contexte dispose autrement : .

- a) Le terme "Convention" désigne la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale ouverte à la signature à Chicago le 7 Décembre 1944, y compris toute Annexe adoptée en vertu de l'article 90 de la Convention et tout amendement aux annexes ou à la Convention en vertu des articles 90 et 94 si lesdits annexes et amendements sont appliqués par les Parties Contractantes.
- b) L'expression "Autorités Aéronautiques" signifie pour le Royaume de la Thaïlande, le Ministre du Transport et des Communications et pour la République de Madagascar, le Ministre responsable de l'Aviation Civile ou toute personne ou tout organisme autorisé à exercer les fonctions exercées par lesdites autorités.
- c) L'expression "équipement de bord" signifie les articles destinés à être utilisés à bord d'un aéronef pendant le vol, y compris le matériel de soins médicaux et de secours et à l'exclusion des pièces de rechange et des provisions de bord qui peuvent être enlevées de l'aéronef ;

- d) L'expression "entreprise de transport aérien" désignée signifie une entreprise de transport aérien qui a été désignée par une Partie Contractante et autorisée par l'autre Partie Contractante conformément à l'article 6 du présent Accord.
- e) L'expression "pièces de rechange" signifie un article de réparation ou de remplacement destiné à être incorporé à un aéronef, y compris les moteurs et les hélices ;
- f) L'expression "provisions de bord" signifie un article de consommation courante destiné à être utilisé ou vendu à bord d'un aéronef pendant le vol, y compris les dotations de commissariat ;
- g) Le terme "tarif" signifie les prix à acquitter pour le transport des passagers et des marchandises et les conditions de leur application, y compris les prix, commissions et conditions d'agence et d'autre services auxiliaires, mais à l'exception de la rémunération et des conditions de transport du courrier ; et
- h) Le terme "territoire" signifie en ce qui concerne un État, les régions terrestres, les eaux intérieures et les eaux territoriales y adjacentes qui se trouvent sous la souveraineté, la suzeraineté, la protection ou le mandat dudit État.

2- L'Annexe au présent Accord fait partie intégrante du présent Accord. Toutes références au présent Accord, sauf dispositions contraires, s'appliquent à la dite Annexe.

ARTICLE 2

OCTROI DES DROITS

- 1- Chaque Partie contractante accorde à l'autre Partie Contractante les droits spécifiés dans le présent Accord aux fins d'exploitation des services aériens sur les routes spécifiées dans les tableaux de routes de l'Annexe. De tels services et routes sont appelés respectivement "Services agréés" et "routes spécifiées".
- 2- Sous réserve des dispositions du présent Accord, la compagnie désignée par chaque Partie Contractante jouira, dans l'exploitation des services aériens internationaux.

- a) du droit de survol sans atterrissage, sur le territoire de l'autre Partie Contractante ;
- b) du droit d'effectuer des escales sur ce territoire à des fins non

commerciales ;

- c) du droit d'embarquer et de débarquer dans le territoire aux points spécifiés dans l'Annexe du présent Accord, des passagers, bagages, fret et poste à destination ou en provenance des points du territoire de l'autre Partie Contractante ;
- d) du droit d'embarquer et de débarquer dans le territoire de pays tiers aux points spécifiés dans l'Annexe du présent Accord, de passagers, bagages, fret et poste à destination ou en provenance des points du territoire de l'autre Partie Contractante, spécifiés dans l'Annexe du présent Accord.

3- Rien dans le paragraphe 2 du présent article n'est réputé accorder à l'entreprise désignée de l'une des Parties Contractantes, le privilège des passagers, bagages, fret et poste transportés contre rémunération ou location et destinés à un autre point du Territoire de cette Partie Contractante.

4- Si à cause de conflits armés, de catastrophes naturelles, de troubles politique ou de développement interrompu, l'entreprise de transport aérien désignée d'une Partie Contractante n'est pas en mesure d'exploiter un service sur sa route normale, l'autre Partie Contractante déploiera tous ses efforts pour faciliter la continuité de l'exploitation de tel service au moyen de réarrangement appropriés.

Article 3

EXERCICE DE DROIT

1- Les entreprises désignées des deux Parties Contractantes auront de possibilités justes et équitables pour exploiter des services agréés. Néanmoins, les entreprises désignées prendront en considération leurs intérêts mutuels afin de ne pas affecter indûment leurs services respectifs lorsqu'elles exploiteront des services agréés.

2- L'exploitation des droits de trafic de 3^e et 4^e libertés dans les deux directions entre les territoires des Parties Contractantes sur les routes spécifiées constituera un droit fondamental et primordial pour chacune des Parties Contractantes.

3- L'exploitation des droits de trafic de 5^e liberté à destination / en provenance de points intermédiaires et au-delà sera convenue entre les Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes.

4- La capacité à offrir au départ, sera convenue entre les Parties Contractantes

avant le commencement des services aériens. Par la suite, la capacité à offrir sera discutée de temps en temps entre les autorités aéronautiques des Parties Contractantes et tout changement de capacité sera confirmé par échange de notes diplomatiques.

Article 4

APPLICATION DES LOIS ET REGLEMENTS

- 1- Les Lois et règlements d'une Partie Contractante régissant l'entrée et la sortie de son territoire, d'aéronef employé à la navigation aérienne internationale ou relatifs aux vols dudit aéronef au-dessus de son territoire, s'appliqueront à l'entreprise de transport aérien de l'autre Partie Contractante.
- 2- Les Lois et règlements d'une Partie Contractante régissant l'entrée, le séjour et la sortie de son territoire, de passagers, de l'équipage, de bagages, de fret ou de la poste ainsi que ceux relatifs aux formalités concernant l'entrée, le visa, l'émigration et l'immigration, aussi bien que les mesures douanières et sanitaires, s'appliqueront aux passagers, à l'équipage, aux bagages, au fret ou à la poste transportés par l'aéronef de l'entreprise de transport aérien désignée par l'autre Partie Contractante durant leur présence sur ledit territoire.
- 3- Aucune Partie Contractante ne doit pas accorder de préférence ni à son entreprise de transport aérien ni à l'entreprise de transport aérien désignée de l'autre Partie Contractante, dans l'application des lois et règlements prévus dans le présent article.

ARTICLE 5

LA SECURITE AERONAUTIQUE

- 1- Conformément à leurs droits et obligations d'après les lois internationales, les Parties Contractantes réaffirment que leur obligation de protéger la sécurité de l'aviation civile contre les actes d'intervention illicite, fait partie intégrante du présent Accord. Sans limiter leurs droits et obligations au caractère général de la loi internationale, les Parties contractantes agiront particulièrement en conformité avec les dispositions de la Convention relative aux infractions et certains autres actes commis à bord de l'aéronef, signée à Tokyo le 14 Septembre 1963, la Convention pour la répression des captures illicites d'aéronef, signée à la Haye le 16 Décembre 1970 et la Convention pour la répression des actes illicites contre la sécurité de l'aviation civile, signée à Montréal le 23 Septembre 19771.

- 2- Les parties Contractantes fourniront, à la demande de l'une d'elles, toute assistance nécessaire pour empêcher les actes de capture illicite d'aéronef civil et d'autres actes illicites contre la sécurité desdits aéronefs, les passagers et l'équipage, les aéronefs et les installations de navigation aérienne et toute autre menace à la sécurité de l'aviation civile.
- 3- Dans leurs relations mutuelles, les Parties Contractantes devront agir, en conformité avec les dispositions de la sécurité de l'aviation établies par l'Organisation de l'aviation civile internationale et les annexes à la Convention relative à l'aviation civile internationale, à tel point que lesdites dispositions sont applicables aux Parties Contractantes ; elles exigeront que les exploitants d'aéronef de leur registre ou les exploitants qui ont leur siège principal d'activités, ou résidence permanente sur leur territoire et les exploitants d'aéroports sur leur territoire, agissent en conformité avec lesdites dispositions de sécurité de l'aviation.
- 4- Chaque Partie Contractante accepte que ces exploitants d'aéronef doivent respecter les dispositions de sécurité de l'aviation mentionnées au paragraphe 3 ci-dessus, exigées par l'autre Partie Contractante pour l'entrée, la sortie, ou le séjour sur le territoire de cette autre Partie Contractante. Chaque Partie Contractante devra assurer que des mesures appropriées soient effectivement appliquées sur son territoire pour protéger l'aéronef et inspecter les passagers, l'équipage, transporter les articles commerciaux, le bagage, le fret et les provisions de bord avant et pendant l'embarquement ou le débarquement. Chaque Partie Contractante verra aussi d'un bon oeil, toute requête de l'autre Partie Contractante concernant des mesures de sécurité spéciale et raisonnable pour contrer une menace particulière.
- 5- Lorsque se produisent un incident ou une menace d'incident de capture illicite d'aéronef civil ou d'autres actes illicites contre la sûreté dudit aéronef, les passagers et l'équipage, les aéroports ou les installations de navigation aérienne, les Parties Contractantes s'aideront mutuellement en facilitant les communications et d'autres mesures appropriées destinées à mettre fin rapidement et sûrement à de tel incident ou telle menace.

ARTICLE 6

DESIGNATION ET AUTORISATION D'EXPLOITATION

- 1- Chaque Partie Contractante aura le droit de désigner une entreprise de transport aérien aux fins d'exploitation des services agréés. Cette désignation sera effectuée en vertu d'une notification écrite entre les

autorités aéronautiques des Parties Contractantes.

- 2- Les autorités aéronautiques qui ont reçu la notification de désignation, auront, sous réserve des dispositions des paragraphes 3 et 4 du présent article, octroyé sans retard à l'entreprise de transport aérien de l'autre Partie Contractante, l'autorisation nécessaire d'exploitation.
- 3- Les autorités aéronautiques de l'une des Parties Contractantes pourront exiger que l'entreprise de transport aérien désignée par l'autre Partie Contractante fasse la preuve qu'elle est à même de satisfaire aux conditions prescrites par les lois et règlements normalement appliqués à l'exploitation des services aériens internationaux par lesdites autorités conformément aux dispositions de la Convention.
- 4- Chaque Partie Contractante aura le droit de refuser, d'accepter la désignation d'une entreprise de transport aérien et de refuser d'accorder l'autorisation d'exploitation prévue aux paragraphes 1 et 2 du présent article, ou d'imposer telles conditions qui pourraient lui sembler nécessaires pour l'exercice des droits spécifiés à l'article 2 du présent Accord, quant ladite Partie Contractante n'a pas la preuve qu'une part prépondérante de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise de transport aérien appartiennent à la Partie Contractante désignant l'entreprise de transport aérien ou à des ressortissants de ladite Partie Contractante.
- 5- Ayant reçu l'autorisation d'exploitation prévue par le paragraphe 2 du présent article, l'entreprise de transport aérien désignée peut à tout moment exploiter les services agréés, sous réserve que les tarifs établis conformément aux dispositions de l'article 14 du présent Accord, soient en vigueur.

ARTICLE 7

REVOCATION ET SUSPENSION DE L'AUTORISATION D'EXPLOITATION

- 1- Chaque Partie Contractante aura le droit de révoquer une autorisation d'exploitation ou de suspendre l'exercice des droits spécifiés à l'article 2 du présent Accord par l'entreprise de transport aérien de l'autre Partie Contractante ou d'imposer toutes conditions qui pourraient lui sembler nécessaires pour l'exercice desdits droits, si :

- a) ladite entreprise de transport aérien ne fasse pas la preuve qu'une part prépondérante de la propriété et le contrôle effectif appartiennent à la

partie Contractante désignant l'entreprise de transport aérien ou à des ressortissants de ladite Partie Contractante, ou

- b) ladite entreprise de transport aérien ne se conforme pas ou enfreint aux lois ou règlements de la partie Contractante accordant ces droits, ou
- c) ladite entreprise de transport aérien n'exploite pas les services agréés conformément aux conditions prescrites par le présent Accord.

2- Un tel droit sera exercé seulement après consultation de l'autre Partie Contractante, à moins que la révocation immédiate, la suspension ou l'imposition des conditions prévues au paragraphe 1 du présent article, ne soient indispensables pour empêcher de nouvelles infractions aux lois et règlements.

ARTICLE 8

RECONNAISSANCE DES CERTIFICATS ET LICENCES

1. Les certificats de navigabilité, les brevets et les licences délivrés ou validés par une des Parties Contractantes seront durant leur période de validité, reconnus comme valides par l'autre Partie Contractante, à condition que les exigences par lesquelles ces certificats ou licences sont délivrés ou validés sont identiques ou au-dessus des normes minimales qui peuvent être établies selon la Convention.
2. Chaque Partie Contractante se réserve le droit, cependant, de refuser de reconnaître comme valides, pour les vols au-dessus de son propre territoire, les certificats et les licences délivrés ou validés pour ses propres ressortissants par l'autre Partie Contractante ou par un autre État.

ARTICLE 9

EXONERATION DE DROIT DE DOUANE ET TAXES

1. L'aéronef utilisé sur les services internationaux par l'entreprise de transport aérien désignée d'une Partie Contractante, ainsi que leurs équipements normaux de bord, leurs réserves de carburants et de lubrifiants, et les provisions y compris les denrées alimentaires, les boissons et tabacs transportés à bord de l'aéronef, seront à l'entrée de territoire de l'autre Partie Contractante, exonérés de tous les droits de douanes et taxes, à condition que ces équipements, réserves et provisions demeurent à bord de l'aéronef jusqu'à leur réexportation.

2. Seront aussi exonérés des mêmes droits de douanes et taxes, à l'exception des redevances correspondant aux services rendus :

- a) les provisions de bord embarquées sur le territoire d'une Partie Contractante, dans les limites fixées par les autorités compétentes de ladite Partie Contractante, et destinées à être utilisées à bord de l'aéronef assurant un service international par l'entreprise désignée de l'autre Partie contractante ;
- b) les pièces de rechanges et les équipements normaux de bord importés par une Partie Contractante pour la maintenance ou réparation de l'aéronef utilisé sur les services internationaux ;
- c) Le carburant et les lubrifiants destinés à l'entreprise de transport aérien désignée par une Partie Contractante aux fins d'approvisionnements de l'aéronef utilisé sur les services internationaux, même lorsque ces approvisionnements sont destinés à être utilisés sur la partie du trajet effectuée au-dessus du territoire de la partie Contractante sur lequel ils ont été embarqués.

3. Les équipements normaux de bord, ainsi que les matériels et approvisionnements de l'entreprise désignée d'une Partie Contractante, peuvent être débarqués sur le territoire de l'autre partie Contractante seulement avec l'accord des autorités douanières de ce territoire. Dans ce cas, ils peuvent être placés sous la surveillance de ces autorités jusqu'à ce qu'ils soient réexportés ou qu'il en ait été autrement disposé conformément aux règlements douaniers.

ARTICLE 10

TRANSIT DIRECT

Les passagers, les bagages et le fret en transit direct sur le territoire d'une Partie Contractante et ne quittant pas la zone de l'aéroport réservée à cette fin seront surtout soumis à un contrôle très simplifié. Les bagages et le fret en transit direct seront exonérés des droits et taxes, y compris les droits de douanes.

ARTICLE 11

REDEVANCES DES EXPLOITANTS

1. Chaque Partie Contractante s'efforcera d'assurer que les redevances imposées ou devant être imposées par les autorités compétentes à l'entreprise désignée de l'autre partie Contractante soient justes et raisonnables. Elles seront basées sur

des principes économiques solides.

2. Les redevances d'utilisation d'aéroport et des installations de navigation aérienne et services offerts par une Partie Contractante de l'entreprise de transport aérien désignée, ne seront pas plus élevées que celles que doivent payer l'aéronef national exploitant des services internationaux réguliers.

ARTICLE 12

ACTIVITES COMMERCIALES

1. L'entreprise désignée d'une Partie contractante peut, suivant les lois et règlements de l'autre Partie Contractante relatifs à l'entrée, la résidence et l'emploi, apporter et maintenir sur le territoire de l'autre Partie Contractante les cadres, le personnel de ventes, technique, opérationnel et autres spécialistes requis pour l'exploitation des services agréés.

2. Le principe de réciprocité s'appliquera aux activités commerciales. Les autorités compétentes de chaque Partie Contractante prendront les mesures nécessaires pour assurer que les représentations de l'entreprise désignée par l'autre Partie Contractante puissent exercer leurs activités d'une manière ordonnée.

3. En particulier, chaque Partie Contractante accorde à l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante, le droit de s'engager dans la vente de transport aérien directement sur son territoire et à la discrétion de l'entreprise de transport aérien, par ses agents. Chaque entreprise de transport aérien aura le droit de vendre tel transport, et toute personne sera libre d'acheter ce transport dans la monnaie de ce territoire ou conformément aux lois et règlements nationaux, dans des monnaies librement convertibles d'autres pays.

ARTICLE 13

CONVERSION ET TRANSFERT DES REVENUS

Chaque Partie Contractante accordera à l'entreprise de transport aérien désignée de l'autre Partie Contractante, le droit de libre transfert des excédents de recettes sur les dépenses réalisées par cette entreprise sur le territoire de la première Partie Contractante, en rapport au transport de passagers, de bagages, de fret et de poste. Ce transfert s'effectuera au taux officiel de change quand ce taux existe ou autrement au taux du marché interbancaire de devises à la date de transfert. Si ces transferts sont régis par un accord spécial entre les Parties Contractantes, cet accord spécial sera appliqué.

12
ARTICLE 14

TARIFS

1. Les tarifs à appliquer par chaque entreprise de transport aérien désignée, relatifs à tout transport à destination et en provenance du territoire de l'autre Partie Contractante, seront établis à des niveaux raisonnables, compte dûment tenu de tous les facteurs justificatifs et notamment le coût d'exploitation, le bénéfice, les caractéristiques de chaque service et les tarifs des autres services aériens.
2. Les tarifs mentionnés au paragraphe 1 de cet article devront, si possible, être établis par accord mutuel par les entreprises désignées des Parties Contractantes, et si nécessaire tenant compte des tarifs appliqués par les autres entreprises de transport aérien exploitant tout ou une partie de la même route. Cet accord sera quand c'est possible, donné par telles décisions applicables selon la procédure de la conférence tarifaire d'organisme international lequel formule les propositions dans ce domaine.
3. Les tarifs ainsi convenus seront soumis à l'approbation des autorités aéronautiques des Parties Contractantes au moins 60 jours avant la date proposée de leur application. Dans des cas spéciaux, ce temps limite peut être réduit sous réserve de l'accord desdites autorités. A la réception des tarifs après leur soumission aux autorités aéronautiques, celles-ci considéreront ces tarifs sans délai. Les autorités aéronautiques peuvent notifier les autres autorités aéronautiques d'une prolongation de la date proposée pour l'application des tarifs. Aucun tarif n'entrera en vigueur si les autorités aéronautiques de l'une ou l'autre Partie Contractante le désapprouve.
4. Si les entreprises désignées ne peuvent pas se mettre d'accord, ou si les tarifs ne sont pas approuvés par les autorités aéronautiques d'une Partie Contractante, les autorités aéronautiques des Parties Contractantes s'efforceront de déterminer les tarifs par accord mutuel. A moins qu'il n'ait été convenu autrement, ces négociations commenceront dans les 30 jours à partir de la date où les entreprises désignées n'ont pas pu se mettre d'accord sur les tarifs ou les autorités aéronautiques d'une Partie Contractante ont notifié les autorités aéronautiques de l'autre Partie Contractante, de leur désapprobation.
5. A défaut d'accord, le différend sera soumis à la procédure mentionnée à l'article 18.
6. Les tarifs établis selon les dispositions du présent article resteront en vigueur jusqu'à ce que de nouveaux tarifs aient été établis suivant les dispositions du présent article.

7. Les autorités aéronautiques de chaque Partie Contractante s'efforceront d'assurer que les entreprises de transport aérien désignées se conforment aux tarifs approuvés et enregistrés par les autorités aéronautiques des Parties Contractantes aussi bien qu'aux lois et règlements à cet égard.

Article 15

SOUMISSION DES HORAIRES

Le plus tôt possible, mais pas moins de 30 jours avant le commencement d'un service agréé ou toute modification y afférente, ou dans les 30 jours après la réception d'une requête émanant des autorités aéronautiques, l'entreprise de transport aérien désignée d'une Partie Contractante fournira aux autorités aéronautiques de l'autre Partie Contractante, des informations concernant la nature du service, les horaires, les types d'aéronefs, y compris la capacité offerte sur chacune des routes spécifiées et toute autre information qui peut être demandée pour satisfaire les autorités aéronautiques de l'autre Partie Contractante que les exigences du présent Accord sont dûment observées.

ARTICLE 16

FOURNITURE DE STATISTIQUES

Les autorités aéronautiques d'une Partie Contractante fourniront à la demande des autorités aéronautiques de l'autre Partie Contractante les statistiques périodiques ou toute autre information similaire se rapportant au trafic transporté sur les services agréés.

ARTICLE 17

CONSULTATIONS

Toute Partie Contractante peut à tout moment demander des consultations sur tout problème se rapportant au présent Accord. Ces consultations commenceront dans une période de 60 jours à partir de la date où l'autre Partie Contractante recevra la demande, à moins qu'il n'ait été autrement convenu par les Parties Contractantes.

ARTICLE 18

REGLEMENT DE DIFFEREND

1. Si un différend surgit entre les Parties Contractantes, concernant

l'interprétation ou l'application du présent Accord, les Parties Contractantes s'efforceront en premier lieu de le régler par négociation directe.

2. Si les Parties Contractantes ne peuvent pas parvenir à un règlement par voie de négociation, elles peuvent soumettre le différend à la décision d'une personne ou d'un organisme, ou bien le différend peut à la demande de l'une des Parties Contractantes être soumis à la décision d'un tribunal composé de trois arbitres, chaque Partie Contractante nommera un arbitre et le troisième sera désigné par les deux qui ont été nommés. Chacune des Parties Contractantes nommera un arbitre pendant une période de 60 jours à partir de la date de réception par l'une ou l'autre des Parties Contractantes de la notification par voie diplomatique demandant l'arbitrage du différend, et le troisième arbitre sera désigné dans une période de 30 jours. Si l'une des Parties Contractantes n'a pas nommé un arbitre durant la période fixée, ou si le troisième arbitre n'est pas désigné dans la période fixée, chaque Partie Contractante peut demander au Président du conseil de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale de désigner un ou des arbitres selon le cas. Quand le Président est de la nationalité de l'une des Parties Contractantes ou qu'il est empêché dans l'exercice de sa fonction, son suppléant se chargera des convocations nécessaires. Le troisième arbitre sera un ressortissant d'un troisième pays et agira en tant que président du tribunal.

3. Les Parties Contractantes doivent se conformer à la décision mentionnée au paragraphe 2 du présent Article.

4. Si et aussi longtemps que toute Partie Contractante ou l'entreprise de transport aérien désignée d'une Partie Contractante n'accepte pas une décision donnée au paragraphe 2 du présent article, l'autre Partie Contractante peut limiter, supprimer ou révoquer tous droits ou priviléges qui ont été accordés en vertu du présent Accord à la Partie Contractante, en défaut ou à l'entreprise de transport aérien désignée en défaut le cas échéant.

ARTICLE 19

MODIFICATIONS

1. Si l'une des Parties Contractantes considère qu'il est souhaitable de modifier toute disposition du présent Accord, cette modification, si elle a été approuvée directement par les Parties Contractantes, entrera en vigueur quand elle sera confirmée par un échange de Notes diplomatiques.

2. Les modifications de l'Annexe du présent Accord peuvent être approuvées directement par les autorités aéronautiques des Parties Contractantes. Elles seront provisoirement appliquées à partir de la date où elles ont été approuvées

et entreront en vigueur une fois confirmées à la suite d'échange de Notes diplomatiques.

3. Dans l'éventualité de la conclusion de toute convention générale multilatérale concernant le transport aérien à laquelle les Parties Contractantes sont liées, le présent Accord sera modifié pour être en conformité avec les dispositions de cette convention.

ARTICLE 20

DENONCIATION

1. Chaque Partie Contractante peut à tout moment notifier par écrit à l'autre Partie Contractante sa décision de mettre fin au présent Accord. Cette modification sera simultanément communiquée à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

2. L'Accord prendra fin à la fin d'une période calendaire durant laquelle 12 mois se sont écoulés après la date de réception de la notification, sauf si la notification a été retirée par accord mutuel avant l'expiration de cette période.

3. A défaut d'accusé de réception par l'autre Partie Contractante, la notification sera réputée être reçue 14 jours après la date à laquelle l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale aura reçu la communication de la notification.

ARTICLE 21

ENREGISTREMENT A L'ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE

Le présent Accord sera enregistré à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

ARTICLE 22

ENTREE EN VIGUEUR

Le présent Accord sera approuvé par chaque Partie Contractante conformément aux procédures légales et entrera en vigueur le jour de l'échange de Notes diplomatiques confirmant cette approbation.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux Parties Contractantes ont apposé leurs signatures au présent Accord.

Fait à la Mission Permanente de Thaïlande aux Nations Unies, 351 East 52 nd, New York, États Unis d'Amérique, le neuf juin mil neuf cent quatre vingt quinze en double exemplaire en langue Anglaise, les deux textes faisant également foi.

POUR LE GOUVERNEMENT
DU ROYAUME DE
THAÏLANDE
(Nitya Pibulsonggram)

Ambassadeur Extraordinaire et
Plénipotentiaire
Représentant Permanent de
Thaïlande aux Nations Unies

POUR LE GOUVERNEMENT DE
LA LA REPUBLIQUE DE
MADAGASCAR
(Jean Pierre Ravelomanantsoa
Ratsimihah)

Ambassadeur Extraordinaire et
Plénipotentiaire
Représentant Permanent de la
République de Madagascar aux
Nations Unies

17
ANNEXE

TABLEAUX DES ROUTES

TABLEAU DES ROUTES I

- Route à exploiter par l'entreprise désignée par le Royaume de la Thaïlande, dans les deux directions.

Points en Thaïlande - deux points intermédiaires à agréer - Antananarivo

TABLEAU DES ROUTES II

- Route à exploiter par l'entreprise désignée par le Gouvernement de Madagascar dans les deux directions.

Points à Madagascar - deux points intermédiaires à agréer - Bangkok.

NOTE

L'entreprise désignée par chaque Partie Contractante aura la faculté d'omettre, sur un ou plusieurs vols, n'importe lequel des points intermédiaires mentionnés ci-dessus pourvu que les services agréés sur la route commencent à un point sur le territoire de la Partie Contractante qui a désigné l'entreprise de transport aérien.

LALANA LAHARANA FAHA-96-006

**anomezan-dalana ny fankatoavana ny Fifanarahana
ifanaovan'ny Governemantan'ny Repoblikan'i
Madagaskara sy ny Governemantan'ny Fanjakan'i
Thaïlande momba ny fitaterana an'habakabaka.**

FAMELABELARANA NY ANTONANTONY

Mba hitsinjovana ny fisokafan'ny fitaterana an'habakabaka any Atsimo Atsinanan'i Azia, dia nisy fifanakalozana Fifanarahana mikasika ny fitaterana an'habakabaka natao niaraka tamin'i Thaïlande taorian'ny fifampiraharaha notarihin'ny tompon'andraikiry ny Asa an'habakabaka sy ny orinasam-pitateran'ny tany roa tonta avy, ny faha-17 Jona 1994.

Ny Fifanarahana vita tamin'izany dia nosoniavin'ny Solontena maharitry ny Tany roa tonta ao amin'ny Firenena Mikambana, ny faha-9 Jona 1995.

Io Fifanarahana io dia ho sehatra ankapoben'ny fanaovana ny fitaterana an'habakabaka eo amin'ny lalana nifanarahan'ny Tarika mifanaiky.

Ireto tsangan-kevitra ireto izay mifototra amin'ny fifamaliana no notanana tamin'izany :

- fanomezana fahafahana marina sy mifandanja ny orinasam-pitaterana tsirairay avy voatondron'ny andaniny na ny ankilany amin'ireo Tarika Mifanaiky (and.3) ;
- fanajana ny fepetra mikasika ny fiarovana iraisam-pirenena, ny fifanampiana manoloana ny asa fisamborana tsy ara-dalàna ny fiaramnidina (and. 5) ;
- tsy fandoavana hetra sy haban-tseranana ho an'ny entana ampiasaina eo amin'ny asam-pitaterana an'habakabaka (and. 9 ; 10) ;
- famindrana ny ambim-bava azo avy amin'ny fanaovana asam-pitaterana an'habakabaka araka ny sandan'ny fanakalozana manan-kery na ny

sanda misy eo amin'ny tsenam-bola vahiny anatin'ny banky, amin'ny andro hanaovana ny famindrana (and. 13).

Izany no antonanton'izao lalàna izao.

LALANA LAHARANA FAHA-96-006

**anomezan-dalana ny fankatoavana ny Fifanarahana
ifanaovan'ny Governemantan'ny Repoblikan'i
Madagaskara sy ny Governemantan'ny Fanjakan'i
Thaïlande momba ny fitaterana an'habakabaka.**

Nolanin'ny Antenimieram-pirenena tamin'ny fivoriana izay nataony ny 13 jona 1996 izao lalàna manaraka izao :

Andininy voalohany.- Omen-dalana ny fankatoavana ny fifanarahana ifanaovan'ny Governemantan'ny Repoblikan'i Madagaskara sy ny Governemantan'ny Fanjakan'i Thaïlande momba ny fitaterana an'habakabaka.

Andininy 2.- Havoaka amin'ny Gazetim-panjakan'ny Repoblika izao lalàna izao.

Hotanterahina izany fa lalàm-panjakana.

Antananarivo, ny 13 jona 1996

NY FILOHAN'NY ANTENIMIERAM-
PIRENENA,

Ny SEKRETERA,

ANDRIAMANJATO *Richard Mahitsison*

**FIFANARAHANA IFANAOVAN'NY GOVERNEMANTAN'NY
FANJAKAN'i THAILANDE SY NY GOVERNEMANTAN'NY
REPOBLIKA MALAGASY MIKASIIKA
NY FITATERANA AN'HABAKABA**

Ny Governemantan'ny Fanjakan'i Thaïlande sy ny Governemantan'ny Repoblikan'i Madagasikara,

Amin'ny maha-mpikambana ny roa tonta ao amin'ny Fifanekena mikasika ny fitaterana an'habakabaka Sivily Iraisam-pirenena nisokatra tamin'ny fanaovantsonia tany Chicago tamin'ny faha-7 Desambra 1944, ary

Maniry ny fanatanteraha an'izao fifanarahana izao ho famenon'io Fifanekena io mba hanokafana fitaterana an'habakabaka anelanelana sy ankoatry ny tanin'ny tsirairay avy,

Dia mifanaraka toy izao manaraka izao :

ANDININY 1

FAMARITANA

1. Eo amin'ny fampiharana ity Fifanarahana ity, raha tsy hisy fanovana azy any aoriana :

- a)- ny teny "Fifanekena" dia manondro ny Fifanekena mikasika ny Fitaterana an'habakabaka Sivily Iraisam-pirenena nisokatra tamin'ny fanaovan-tsonia tany Chicago tamin'ny faha-7 Desambra 1944 sy ny Tovana nekena tamin'ny alalan'ny andininy faha-90-n'io Fifanekena io sy ny fanitsiana rehetra ny Tovana na ny Fifanekena tamin'ny alalan'ny andininy faha-90 sy faha-94 raha toa ka ireo tovana sy fanitsiana voalaza ireo no ampiharin'ny Tarika roa Mifanaiky.
- b)- ny teny "Tompon'andraikitra amin'ny Asa an'habakabaka" dia manondro raha ny Fanjakan'i Thaïlande no tenenina, ny Minisitry ny Fitaterana sy ny Fifandraisana ary raha ny Repoblikan'i Madagasikara no tenenina dia ny Minisitra tompon'andraikitra amin'ny Fitaterana an'habakabaka sivily na izay olona na izay orinasa nahazo alàlana hiandraikitra ny asa iandraiketan'ireo tompon'andraikitra ireo.

- c)- ny teny "Fitaovan'ny fiaramanidina" dia manondro ireo kojakoja natokana ho ampiasaina ao anaty fiaramanidina mandritry ny dia, ka anisan'izany ny fitaovam-pitsaboana sy vonjy taitra, ankoatry ny kojakoja fanolo sy ny vatsy izay azo esorina ao anaty fiaramanidiana ;
- d)- ny teny "Orinasam-pitaterana an'habakabaka voatendry" dia manondro ny orinasam-pitaterana an'habakabaka voatondron'ny Tarika iray ary nahazo alàlana avy amin'ny Tarika Ankilany araka ny andininy faha-6-n'ity Fifanarahana ity ;
- e)- ny teny "Kojakoja fanolo" dia manondro ireo kojakoja fanamboarana na fanoloana natokana ho an'ny vatan'ny fiaramanidina ka anisan'izany ny motera sy ny helisy.
- f)- ny teny "Vatsy eny ambony fiaramanidina" dia manondro ireo entana fihinana andavanandro natokana hampiasaina na hamidy ao anaty fiaramanidina mandritry ny dia, ka ao anatin'izany ny fampitaovana ny kaomisaria ;
- g)- ny teny "Saran-dalana" dia midika ho ny vola aloa amin'ny fitaterana mpandeha, sy entana ary ny fepetra iankinan'izany vola izany, ka ao anatin'izany ny sarany, ny tamberim-bidy sy ny fepetra ao amin'ny masoivoho sy asa hafa mifandray aminy afa-tsy ny sarany sy ny fepetra fitaterana taratasy ; ary
- h)- ny teny "Faritry ny tany" ho an'ny firenena iray dia manondro ny faritra an-tanety, ny rano anatin sy ny fari-dranomasina manodidina izay eo ambany fiandrianana, fanjakana, fierovana na fiadian'io Firenena io.
2. Ny Tovan'ity Fifanarahana ity dia miaraka amin'ity Fifanarahana ity. Ny tsiahy rehetra amin'ity Fifanarahana ity dia mihatra amin'io Tovana voalaza io, raha tsy hoe misy fepetra mifanohitra aminy.

ANDININY 2

FANOMEZAN-JO

1. Ny Tarika Mifanaiky tsirairay dia manome ny Tarika Mifanaiky ankilany ny zo voalaza ao anatin'ity Fifanarahana ity ho fitrandrahana ny fitaterana an'habakabaka eo amin'ny lalana voatondro anatin'ny tabilaon-dalan'ny tovana. Izany fitaterana sy lalana izany dia antsoina hoe "fitaterana nekena" sy "lalana voatokana".

2. Afa-tsy ny amin'ny fepetran'ity Fifanarahana ity, ny orinasa voatondron'ny Tarika Mifanaiky tsirairay avy dia mizaka, eo am-panaovana ny asam-pitaterana an'habakabaka iraisam-pirenena :

- a)- ny zo misidina kanefa tsy mipetraka an-tanety eo amin'ny tanin'ilay Tarika mifanaiky ankilany.
- b)- ny zo hijanona tsy ara-barotra eo amin'io tany io ;
- c)- ny zo mandray na mampidina mpandeha, entana ary taratasy eo amin'ny toerana voafaritry ny Tovan'ity Fifanarahana ity avy na ho any amin'ny toerana eo amin'ny tanin'ilay Tarika Mifanaiky Ankilany.
- d)- ny zo mandray na mampidina ao amin'ny tany hafa amin'ny toerana voafaritry ny Tovan'ity Fifanarahana ity, mpandeha, entana sy taratasy avy na ho any amin'ny toerana ao amin'ny tanin'ilay tarika Mifanaiky Ankilany voafaritry ny Tovan'ity Fifanarahana ity.

3. Tsy misy mihitsy ao amin'ny andalana faha-2-n'ity andininy ity manome alàlana ny orinasa voatondron'ny Tarika Mifanaiky andaniny handray eo amin'ny tanin'ny Tarika Mifanaiky ankilany mpandeha, entana sy taratasy ka nandoavam-bola nanofaina ary hoentina amin'ny toerana iray hafa ao amin'ny tanin'io Tarika Mifanaiky ankilany io.

4. Raha tsy afaka hanao ny asam-pitaterana eo amin'ny lalana mahazatra ny orinasam-pitaterana voatondron'ny Andaniny noho ny ady, na loza voajanahary, na korontana politika na tsy fahafaha-mandroso, ny Tarika Mifanaiky ankilany dia hanao izay faraheriny mba hahamora ny fitohizan'ny fitrandrahana ny asa amin'ny alalan'ny fanamboarana mifanentana amin'izany.

ANDININY 3

FIZAKANA NY ZO

1. Ny orinasa voatondron'ny Tarika Mifanaiky andaniny sy ny ankilany dia afaka manao marina sy mifandanja ny asam-pitaterana nekena. Na izany aza, ho tsinjovin'ny orinasa voatondro ny tombontsoan'ny andaniny sy ny ankilany mba tsy havoatohintohina be fahatany ny asam-pitateran'ny tsirairay avy rehefa hanao ny asam-pitaterana nekena izy ireo.
2. Ny fitrandrahana ny zom-pifamoivoizana faha-3 sy 4 mandroso sy miverina

mampitohy ny tanin'ny Tarika Mifanaiky amin'ny lalana voatokana dia raisina ho zo fototra sy lehibe ho an'ny Tarika Mifanaiky tsirairay avy.

3. Ny Fitrandrahana ny zom-pifamoivoizana faha-5 avy na ho any amin'ny toerana anelanelana na ankoatra dia ifanaraharan'ny tompon'andraikitra misahana ny habakabaky ny Tarika Roa tonta Mifanaiky.
4. Ny haben'ny fiaramanidina eo am-piandohana dia ifanaraharan'ny Roa tonta alohan'ny hanombohan'ny asam-pitaterana an'habakabaka. Avy eo ny haben'ny fiaramanidina dia ifandinihan'ny Tompon'andraikitra misahana ny habakabaky ny Tarika roa Mifanaiky tsindraindray eny ary izay fiovana rehetra eo amin'ny haben'ny fiaramanidina dia ho hamafisina amin'ny alalan'ny taratasy diploamatika.

ANDININY 4

FAMPIHARANA NY DIDY AMAN-DALANA

1. Ny didy aman-dalàn'ny Tarika Mifanaiky iray mandrindra ny fidirana sy ny fivoahan'ny fiaramanidina ampiasaina amin'ny fifamoivoizana an'habakabaka iraisam-pirenena na mikasika ny fisidinan'io fiaramanidina io ny taniny dia hihatra amin'ny orinasam-pitaterana an'habakabaka ilay Tarika Mifanaiky ankilany.
2. Ny didy aman-dalàn'ny Tarika mifanaiky iray mandrindra ny fidirana, ny fivahinianana sy ny fivoahan'ny mpandeha, ny mpanamory, ny entana na taratasy ary koa ny mikasika ny fombafomba fidirana, ny fanomezandalana, ny fifindra-monina mivoaka sy miditra ary indrindra koa ny pepetra mikasika ny fadintseranana sy fahasalamana dia hampiharina amin'ny mpandeha, ny mpanamory, ny entana na taratasy entin'ny fiaramanidin'ny orinasam-pitaterana an'habakabaka voatondron'ny Tarika mifanaiky ankilany mandritry ny fijanonany ao amin'io Tany io.
3. Raha azo atao dia tsy misy Tarika mifanaiky mahazo manome tombony na ho an'ny orinasam-pitaterany an'habakabaka na ho an'ny orinasam-pitaterana an'habakabaky ny Tarika Mifanaiky ankilany eo amin'ny fampiharana ny didy aman-dalàna voalazan'ity andininy ity.

ANDININY 5

NY FIAROVANA NY ASA AN'HABAKABAKA

1. Ny Tarika mifanaiky dia manamafy araka ny zo sy andraikiny eo amin'ny lalàna iraisam-pirenena, fa ny andraikiny eo amin'ny fitandroana ny

fiarovana ny fitaterana an'habakabaka sivily amin'ny asa maizimaizina dia anisan'ny tafiditra manontolo amin'ity fifanarahana ity. Na dia tsy ferana aza ny zo sy andraikiny ankapobeny amin'ny lalàna iraisam-pirenena, ny Tarika mifanaiky dia miasa manokana araka ny fepetra ao amin'ny Fifanekena mikasika ny fandikana sy ny asa hafa miseho ao anaty fiaramanidina nosoniavina tany Tokyo ny faha-14 Septambra 1963, ny Fifanekena ho amin'ny fanafoanana ny fanodinkodinana fiaramanidina, nosoniavina tany La Haye ny faha-16 Desambra 1970 ary ny Fifanekena ho amin'ny fanafoanana ny asa ratsy manimba ny fierovana ny fitaterana an'habakabaka sivily, nosoniavina tany Montréal ny faha 23 Septambra 1971.

2. Ny Tarika mifanaiky dia hanampy arak'izay ilaina rehefa mangataka ny iray aminy, amin'ny fisakanana ny fanodinkodinana fiaramanidina sivily sy amin'ny asa maizimaizina hafa mahakasika ny fierovana ny fiaramanidina, ny mpandeha sy ny mpanamory, ny seranam-piaramanidina sy ny fitaovana amin'ny fifamoivoizana an'habakabaka ary amin'ny loza hafa rehetra mety hananontanona ny fierovana ny fitaterana an'habakabaka sivily.
3. Eo amin'ny fifandraisan'ny roa tonta, ny Tarika mifanaiky dia tokony hanaraka ny fepetry ny fierovana ny fitaterana an'habakabaka nataon'ny Fikambanana momba ny Fitaterana an'habakabaka Sivily Iraisam-pirenena sy ny Tovan'ny Fifanekena mikasika ny Fitaterana an'habakabaka Sivily Iraisam-pirenena ka izany fepetra izany dia azo ampiharina amin'ny Tarika Mifanaiky. Takian'izy ireo ny mpampiasa fiaramanidina manana foibe na fonenana maharitra ao amin'ny taniny sy ireo mpampiasa ny seranam-piaramanidina ao amin'ny taniny hanaraka izany fepetran'ny fierovana ny fitaterana an'habakabaka sivily izany.
4. Ny Tarika mifanaiky dia manaiky fa ny mpampiasa fiaramanidina dia tsy maintsy manaja ny fepetran'ny fierovana fitaterana an'habakabaka voalazan'ny andininy faha-3 etsy ambony, izay takian'ny Tarika Mifanaiky ankilany eo amin'ny fidirana, fivoahana na fivahiniana ao amin'ny taniny. Hiantohan'ny Tarika mifanaiky tsirairay avy fa misy fepetra mifantana tokoa ampiharina eo amin'ny taniny hiarovana ny fiaramanidina sy hisavana ny mpandeha, ny mpanamory, hitondrana entam-barotra, ny entana sy vatsy eny anaty fiaramanidina mialoha sy mandritry ny fiondranana mandeha sy mivoaka. Raisin'ny Tarika mifanaiky tsirairay avy tsara ny fitateran'ny andaniny mikasika ny fepetra amin'ny fierovana manokana sy ara-dalàna hiadiana amin'ny fandrahonana manokana.
5. Rehefa miseho ny loza na mananontanona ny loza amin'ny fakana tsy ara-dalàna ny fiaramanidina sivily na asa hafa maizimaizina mahakasika ny fierovana ny fiaramanidina, ny mpandeha sy ny mpanamory, ny seranam-

piaramanidina sy ny fitaoval-pifamoivoizana an'habakabaka, ny Tarika mifanaiky dia hifanampy ka hanamora ny fifandraisana sy ny fepetra hafa mifanentana amin'izay hampijanonana haingana sy azo antoka an'izany loza sy fandrahonana izany.

ANDININY 6

FANENDRENA SY FANOMEZAN-DALANA HITRANDRAKA

1. Manana zo ny Tarika mifanaiky tsirairay avy hanendry orinasam-pitaterana an'habakabaka iray hanao ny asam-pitaterana nekena. Io fanendrena io dia atao amin'ny alalan'ny fifanakalozana taratasy eo amin'ny tompon'andraikitra amin'ny asa an'habakabaka.
2. Ny tompon'andraikitra amin'ny asa an'habakabaka mandray ny filazana dia manome tsy misy hatakandro araka ny fepetry ny paragrafy faha-3 sy 4-n'ity andininy ity, ny fanomezan-dalana ilaina amin'ny fitrandrahana ho an'ny orinasam-pitaterana ny Andaniny.
3. Ny tompon'andraikitra amin'ny asa an'habakabaky ny Tarika mifanaiky Andaniny dia afaka mitaky amin'ny orinasam-pitaterana an'habakabaka voatondron'ny Ankilany ny porofo fa afaka hanome fahafaham-po amin'ny fepetra voafaritry ny didy aman-dalàna ampiharina ara-dalàna amin'ny fanaovana ny asam-pitaterana an'habakabaka iraisam-pirenena ataon'ireo tompon'andraikitra araka ny fepetry ny Fifanekena.
4. Ny Tarika mifanaiky tsirairay avy dia manana zo tsy hanaiky ny fanendrena orinasam-pitaterana iray ary tsy hanome ny fanomezan-dàlana hitrandraka voalazan'ny andalana voalohany sy faha-2-n'ity andininy ity na hanery an'izany fepetra izany izay heveriny fa ilaina eo am-panatanterahana ny zo voafaritry ny andininy faha-2-n'ity Fifanarahana ity raha tsy manana porofo izany Tarika mifanaiky izany fa ny ampahany betsaka amin'ny anjara fananana sy ny fanaraha-maso tanteraka eo amin'ny orinasam-pitaterana an'habakabaka dia an'ny Tarika mifanaiky manendry orinasam-pitaterana na an'ny olona teratanin'izany Tarika izany.
5. Raha maharay ny fanomezan-dàlana hitrandraka voafaritry ny andalana 2-n'ity andininy ity ny orinasam-pitaterana an'habakabaka voatondro dia afaka mitrandraka amin'ny fotoana izay tiany ny asam-pitaterana nekena raha ohatra ka manan-kery ny sarany izay natao araka ny fepetra ao amin'ny andininy 14-n'ity Fifanarahana ity.

ANDININY 7

FAMPITSAHARANA SY FAMPIATOANA NY FANOMEZAN-DALANA

- 1- Manana zo ny Tarika mifanaiky tsirairay hampitsahatra ny fanomezan-dalana hitrandraka na hampiato ny fizakana ny zo voatondron'ny andininy faha-2-n'ity Fifarahana ity ho an'ny Tarika Mifanaiky Ankilany na manery azy hanaraka ny fepetra izay heveriny fa ilaina eo amin'ny fizakana izany zo izany, raha :
 - a)- tsy manome porofo izany orinasam-pitaterana an'habakabaka izany fa an'ny Tarika mifanaiky izay manendry ny orinasam-pitaterana na an'ny terataniny ny ampahany betsaka amin'ny fananana sy fanarahamaso tanteraka ; na
 - b)- tsy manaraka na mandika ny didy aman-dalàn'ny Tarika mifanaiky manome ny zo izany orinasam-pitaterana an'habakabaka izany, na
 - c)- tsy mampiasa ny asam-pitaterana nekena araka ny fepetra voalazan'ity Fifarahana ity izany orinasam-pitaterana an'habakabaka izany.
2. Hampiharina izany zo izany rehefaavy nifampidinika tamin'ny Tarika mifanaiky Ankilany, raha tsy ohatra angaha ny fampitsaharana avy hatrany, ny fampiatoana na ny famerana ireo fepetra voalazan'ny andininy 1-n'ity Fifarahana ity dia tsy maintsy ilaina hisorohana ny fandikana indray ny didy aman-dalàna.

ANDININY 8

FANEKENA NY SERTIFIKA SY LISANSA

1. Ny taratasy fahazoa-misidina, ny brevetra, sy ny lisansa manome na neken'ny Tarika mifanaiky Andaniny dia eken'ny Ankilany ho manan-kery mandritry ny fotoana mampanan-kery azy raha tahiny ka ny fakana na fanekena an'ireo taratasy ireo dia mifanaraka amin'ny fepetra farany kely indrindra na mihoatra araka ny voafaritry ny Fifanekena.
2. Manan-jo anefa ny Tarika mifanaiky tsirairay tsy hanaiky ny fananankerin'ny sertifika sy ny lisansa nomena na neken'ny Tarika mifanaiky Ankilany na ny Fanjakana hafa ho an'ny terataniny ihany amin'ny fisidinana ny faritry ny habakabany.

ANDININY 9

TSY FANDOAVANA HABAN-TSERANANA SY TATAO

1. Ny fiaramanidina ampiasain'ny orinasam-pitaterana an'habakabaka voatondron'ny Tarika mifanaiky iray ho amin'ny asam-pitaterana an'habakabaka iraisam-pirenena sy ny fitaovana ara-dalànan'ny fiaramanidina, ny tahirin-dasantsy sy menaka, ary ny vatsy ka anisan'izany ny sakafo, ny zava-pisotro sy ny paraky entina ao anaty fiaramanidina raha hiditra ny tanin'ilay Tarika mifanaiky andaniny dia tsy andoavana haban-tseranana sy tatao raha tahiny ka ireo fitaovana, tahiry sy vatsy ireo dia mijanona ao anaty fiaramanidina mandra-pandeha.
2. Tsy andoavana an'ireo haban-tseranana sy tatao ireo koa afa-tsy ny vola mifanaraka amin'ny asa natao :
 - a)- ny vatsy naondrana avy ao amin'ny tanin'ny Tarika mifanaiky iray araka ny fitsipika voafetran'ny tompon'andraikitra misahana izany ao amin'io Tarika mifanaiky io ary natao ho lanian'ny orinasam-pitaterana an'habakabaka voatondron'ny Tarika mifanaiky Ankilany ao anaty fiaramanidina manao asam-pitaterana iraisam-pirenena.
 - b)- ny kojakoja fanolo sy ny fitaovana ara-dalàna amin'ny fiaramanidina nampidirin'ny Tarika mifanaiky iray hikojakojana sy hanamboarana ny fiaramanidina ampiasaina eo amin'ny sehatra iraisam-pirenena ;
 - c)- ny lasantsy sy menaka natokana ho an'ny orinasam-pitaterana an'habakabaka voatondron'ny Tarika mifanaiky iray ho famatsiana ny fiaramanidina ampiasaina eo amin'ny sehatra iraisam-pirenena na dia natokana ho laniana mandritry ny ampanhan'ny dia atao eo amin'ny habakabaky ny tanin'ny Tarika mifanaiky izay nanondranana azy ireo aza.
3. Ny fitaovana ara-dalàna amin'ny fiaramanidina sy ny kojakoja ary ny vatsin'ny orinasam-pitaterana voatondron'ny Tarika mifanaiky iray dia azo ampidinina ao amin'ny tanin'ny ankilany raha nahazo alalana avy amin'ny tompon'andraikitry ny fadin-tseranana io tany io. Amin'izay fotoana izay, dia azony atao ny mametraka an'ireo eo ambany fiambenan'ireo tompon'andraikitra ireo mandra-panondrana azy na araka izay voatapaka mifanaraka amin'ny fitsipiky ny fadin-tseranana.

ANDININY 10

FANDALOVANA MIVANTANA

Ny mpandeha, ny entana mandalo mivantana ny tanin'ny Tarika mifanaiky iray ka tsy miala amin'ny faritra voatokana ho amin'izany ao amin'ny seranam-piaramanidina dia hatao fisavana tsotsotra. Ny entana mandalo mivantana dia tsy mandoa haba sy tatao ka anisan'izany ny haban-tseranana.

ANININY 11

VOLA ALOAN'NY MPITRANDRAKA

1. Ny Tarika mifanaiky dia hiezaka hanamarina sy handanjalanja ny vola izay isain'ny tompon'andraikitra misahana izany alohan'ny orinasa voatondron'ny Tarika mifanaiky Andaniny. Hifototra amin'ny lalàna ara-toekarena mafonja izany.
2. Ny vola aloa amin'ny fampiasana ny seranam-piaramanidina sy ny fitaovana amin'ny fifamoivoizana an'habakabaka ary ny asa nataon'ny Tarika mifanaiky iray misy ny orinasam-pitaterana an'habakabaka voatondro dia tsy ho lafo noho ny fandoan'ny fiaramanidina eo an-toerana manao ny asam-pitaterana arapotoana iraisam-pirenena.

ANDININY 12

ASAM-BAROTRA

1. Ny orinasa voatondro tsirairay avy an'ny Tarika mifanaiky iray dia afaka, araka ny didy aman-dalan'ny Tarika mifanaiky Ankilany mikasika ny fidirana, fonenana sy ny asa, mitondra sy mametraka ao amin'ny tanin'ny Tarika mifanaiky ankilany, ny olona mpifehy, ny mpiasan'ny varotra, teknika, mpanatanteraka sy ny manam-pahaizana manokana hafa izay ilaina amin'ny fitrandrahana ny asam-pitaterana nekena.
2. Ny lalàn'ny fifanakalozana no ampiharina eo amin'ny asam-barotra. Ny tompon'andraikitra misahana izany an'ny Tarika mifanaiky tsirairay avy dia haka ny fepetra ilaina mba hahafahan'ny solontenan'ny orinasa voatondron'ny Andaniny manao ny asany am-pilaminana.
3. Ny Tarika mifanaiky tsirairay avy dia manome alalanaindrindra alalanaindrindra an'ny orinasa voatondron'ny Tarika mifanaiky Ankilany hirotsaka amin'ny varotry ny fitaterana an'habakabaka ao amin'ny taniny avy hatrany ary amin'ny alalan'ny mpiasany. Ny orinasam-pitaterana an'habakabaka tsirairay avy dia manana zo hivarotra izany fitaterana izany ary ny olona rehetra dia afaka mividy an'io fitaterana io amin'ny volan'io tany io na araky ny didy amandalàna eo an-toerana, amin'ny volan'ny tany hafa azo atakalo malalaka.

FANAKALOZANA SY FAMINDRANA NY VOLA

Ny Tarika mifanaiky tsirairay avy dia hanome an'ny orinasam-pitaterana voatondron'ny Tarika mifanaiky Ankilany, zo amin'ny famindrana malalaka ny ambim-bava amin'ny lanin'io orinasa io ao amin'ny tanin'ilay Tarika mifanaiky andaniny, ka azo avy amin'ny fitaterana mpandeha, entana sy taratasy. Izany famindrana izany dia hatao amin'ny sandany fifanakalozam-bola raha misy izany vidiny izany na koa amin'ny sandany ao amin'ny tsenam-bola ivelan'ny banky amin'ny andro anaovana ny famindrana. Raha misy fifanarahana manokana mifehy izany famindrana izany eo amin'ny Tarika mifanaiky, dia hampiharina io fifanarahana manokana io.

ANDININY 14

TARIFA

1. Ny Tarifa ampiharin'ny orinasam-pitaterana voatondro tsirairay avy mikasika ny fitaterana rehetra miala sy tonga avy any amin'ny tanin'ny Tarika mifanaiky ankilany dia atao ara-drariny araka ny porofo rehetra manamarina izany ary indrindra ny vola lany amin'ny fitrandrahana, ny tombon-barotra, ny karazan'asa tsirairay ary ny tarifan'ny asam-pitaterana hafa.
2. Ny tarifa voalaza etsy amin'ny andalana 1-n'ity andininy ity raha azo atao dia hifanaraharan'ny orinasam-pitaterana voatondron'ny Tarika mifanaiky, ary raha ilaina dia araka ny fampiharan'ny orinasam-pitaterana mitrandraka ampahany na manontolo ny lalana iombonana. Io fifanarahana io raha azo atao dia omena amin'ny alàlan'izany fanapahan-kevitra izay izay ampiharina araka ny fomban'ny kaonferansan'ny tarifan'ny fikambanana iraisam-pirenena izay manome ny sosokevitra ao amin'io sehatra io.
3. Ny tarifa nifanarahana dia ampandalovina ho eken'ny tompon'andraikitra amin'ny asa an'habakabaka ny Tarika mifanaiky farafaharatsiny 60 andro alohan'ny vaninandro heverina ampiharana azy. Amin'ny tranga manokana io fe-potoana io dia azo ahena rehefa nifanaraharan'ireo tompon'andraikitra voalaza ireo. Raha vantany vao maharay ny tarifa izay nampandalovina tany aminy ny tompon'andraikitra amin'ny asa an'habakabaka dia mandinika tsy misy hatak'andro an'ireo tarifa ireo. Ny tompon'andraikitra ao amin'ny asa an'habakabaka dia afaka mampandre ny tompon'andraikitra amin'ny asa an'habakabaka ankilany ny fanalavana ny vaninandro voatondro hampiharina ny tarifa. Tsy misy tarifa manan-kery raha toa tsy neken'ny tompon'andraikitra amin'ny asan'habakabaka avy amin'iray amin'ny Tarika

mifanaiky.

4. Raha tsy misy marimaritra iraisana eo amin'ny orinasa voatondro na tsy neken'ny tompon'andraikitra amin'ny asa an'habakabaka ao amin'ny Tarika mifanaiky iray ny Tarifa, dia ny tompon'andraikitra ao amin'ny asa an'habakabaka an'ny Tarika mifanaiky no hiezaka hamaritra miaraka ny Tarifa. Raha tsy misy fifanarahana hafa, ny fifampidinihana dia atao ao anatin'ny 30 andro manomboka ny vaninandro izay tsy mampifanaraka ny orinasa voatondro mikasika ny tarifa na ny nampahafantarin'ny tompon'andraikitra andaniny ny tsy fankasitrahany'ny tompon'andraikitra ankilany an'izany.
5. Raha tsy misy fifanarahana, ny fifandirana dia atao araka ny fombafomba voalaza ao amin'ny andininy faha-18.
6. Ny tarifa vita araka ny fepetran'ity andininy ity dia hijanona hanan-kery mandra-pahavitan'ny tarifa vaovao araka ny fepetran'ity andininy ity.
7. Ny tompon'andraikitra amin'ny asa an'habakabaka an'ny Tarika mifanaiky tsirairay avy dia hiezaka hijery fa ny orinasam-pitaterana an'habakabaka voatondro dia manaraka ny tarifa nekena sy notanan'ny tompon'andraikitra amin'ny asa an'habakabaka ao amin'ny Tarika mifanaiky ary indrindra ny didy aman-dalàna mikasika an'izany koa.

ANDININY 15

FANOLORANA NY ORA

Faran'izay haingana indrindra nefo tsy latsaky ny 30 andro alohan'ny hanombohan'ny asa nekena na izay fanovana mikasika izany na ao anatin'ny 30 andro nandraisana ny fangatahana avy amin'ny tompon'andraikitra amin'ny asa an'habakabaka no hanomezan'ny orinasam-pitaterana an'habakabaka voatondron'ny Tarika mifanaiky iray amin'ny tompon'andraikitra amin'ny asa an'habakabaka an'ny Tarika mifanaiky ankilany, ny filazalazana momba ny karazan'asa atao, ny ora, ny karazam-piaramanidina, ka ao anatin'ny haben'ny fiaramanidina eo amin'ny lalana voatondro tsirairay avy ny filazalazana hafa izay mety hangatahana mba hanomezana fahafaham-po ny tompon'andraikitra amin'ny asa an'habakabaka an'ny Tarika mifanaiky ankilany ka nanarahany ny zavatra ilain'ity Fifanarahana ity.

ANDININY 16

FANOMEZANA ANTONTANISA

Ny tompon'andraikitra amin'ny asa an'habakabaka ao amin'ny Tarika mifanaiky iray dia hanome araka ny fangatahan'ny tompon'andraikitra amin'ny asa an'habakabaka ao amin'ny Tarika mifanaiky ankilany ny antontanisa tsy tapaka na filazalazana hafa mitovy amin'izany ka mikasika ny fifamezivezena eo amin'ny asa voatondro.

ANDININY 17

FIFAMPIDINIHIHINA

Ny Tarika mifanaiky dia afaka mangataka na amin'ny fotoana inona na amin'ny fotoana inona fifampidinihina mikasika izay olana mifandraika amin'ity fifanarahana ity. Izany fifampidinihina izany dia hanomboka ao anatin'ny fe-potoana 60 andro manomboka ny vaninandro izay handraisan'ny Tarika mifanaiky ankilany ny fangatahana, raha tsy ohatra angaha ka misy fifanarahana hafa teo amin'ny Tarika mifanaiky.

ANDININY 18

FANDAMINANA NY FIFANOLANANA

1. Raha misy tsy fifanarahana mitranga eo amin'ny Tarika mifanaiky mikasika ny fandikana na ny fampiharana ity Fifanarahana ity, ny Tarika mifanaiky dia hiezaka eo amboalohany handamina izany amin'ny fifandinihana mivantana.
2. Raha tsy afaka mifandamina mivantana ny Tarika mifanaiky amin'ny alàlan'ny fifampidinihana, dia afaka mametraka ny tsy fifanarahana ho tapahan'ny olona na fikambanana na koa raha mangataka ny iray amin'ny Tarika mifanaiky dia azo entina ho tapahin'ny fitsarana misy mpitsara telo ny tsy fifanarahana, ny Tarika mifanaiky tsirairay avy dia hanendry mpitsara iray ary ny fahatelo dia hotendren'ireo roa voafidy. Hanendry mpitsara iray ny Tarika mifanaiky tsirairay avy mandritry ny fe-potoana 60 andro manomboka ny vaninandro handraisan'ny Andaniny sy Ankilany ny filazana aradiplomatika mangataka fitsarana ny tsy fifanarahana, ary hotendrena ao anatin'ny 30 andro ny mpitsara fahatelo. Raha tsy manendry mpitsara ny iray amin'ny Tarika mifanaiky ao anatin'ny fe-potoana voatondro na tsy voatendry ao anatin'ny fe-potoana voatondro ny mpitsara fahatelo, dia afaka mangataka amin'ny Filohan'ny Filankevity ny Fikambanan'ny Fitaterana an'habakabaka Sivily Iraisam-pirenena ny Tarika mifanaiky tsirairay avy hanendry iray na ireo mpitsara arakaraka ny fisehoan-javatra. Raha avy amin'ny firenena mitovy fiaviana amin'ny Tarika mifanaiky iray ny Filoha na tsy afaka noho ny asany dia ny mpisolo azy no hiandraikitra ny fiantsoana ilaina amin'izany. Ny mpitsara fahatelo dia alaina avy amin'ny firenena fahatelo hafa ka hiandraikitra ny toeran'ny Filohan'ny fitsarana.

3. Tsy maintsy manaraka ny fanapahan-kevitra voalaza ao amin'ny paragrafy 2-n'ity Fifanarahana ity ny Tarika mifanaiky.

4. Raha tsy manaiky ny fanapahan-kevitra ao amin'ny paragrafy faha-2-n'ity Fifanarahana ity ny Tarika mifanaiky na ny orinasam-pitaterana an'habakabaka voatondron'ny Tarika mifanaiky iray, dia azon'ny Tarika mifanaiky ankilany ferana, foanana na lavina ny zo rehetra na tombontsoa izay manome ny Tarika mifanaiky diso araka ity Fifanarahana ity, na ny orinasam-pitaterana an'habakabaka voatondro izay diso.

ANDININY 19

FANOVANA

1. Raha heverin'ny iray amin'ny Tarika mifanaiky fa tsara ny manova izay fepetran'ity Fifanarahana ity, dia manan-kery izany fanovana neken'ny Tarika mifanaiky mivantana izany raha nohamafisina tamin'ny alalan'ny taratasy aradiplomatika.

2. Azon'ny tompon'andraikitra amin'ny asa an'habakabaka atao ny manaiky mivantana ny fanovana ny Tovan'ity Fifanarahana ity. Ampiharina vonjimaika izany manomboka amin'ny vaninandro nanekena azy ary hanan-kery raha vantany vao nohamafisina amin'ny fifanakalozana taratasy diplomatika.

3. Amin'ny mety hisian'ny fifanekena ankabobeny misandrahaka amin'ny vazantany efatra mikasika ny fitaterana an'habakabaka izay mamotra ny Tarika mifanaiky, ity Fifanarahana ity dia amboarina hifanaraka amin'ny fepetran'izany fifanekena izany.

ANDININY 20

FANDAVANA

1. Azon'ny Tarika mifanaiky tsirairay avy ny mampandre an-tsoratra ombieny ombieny ny Ankilany ny fanapahan-keviny hanajanona ity Fifanarahana ity. Hilazana miaraka an'izany koa ny Fikambanan'ny Fitaterana an'habakabaka Sivily Iraisam-pirenena.

2. Tapitra ny Fifanarahana amin'ny faran'ny fe-potoana 12 volana aorian'ny vaninandro nandraisana ny filazana, raha tsy nosinton'ny Andaniny sy Ankilany miaraka alohan'ny fahataperan'io vaninandro io.

3. Raha tsy misy ny fanamarinam-pandraisana azon'ny Tarika mifanaiky ankilany dia heverina ho voaray izany 14 andro aorian'ny hahazoan'ny

Fikambanan'ny Fitaterana an'habakabaka Sivily Iraisam-pirenena ny filazana.

ANDININY 21

FANORATANA ANY AMIN'NY FIKAMBANAN'NY FITATERANA AN'HABAKABAKA SIVILY IRAISSAM-PIRENENA

Ho raiketina any amin'ny Fikambanan'ny Fitaterana an'habakabaka Sivily Iraisam-pirenena ity Fifanarahana ity.

ANDININY 22

FIDIRANA HANAN-KERY

Ho eken'ny Tarika mifanaiky tsirairay avy ity fifanarahana ity araka ny fombafomba ara-dalàna ary hanan-kery amin'ny andro ifanakalozana ny taratasy diplomaotika manamafy izany fanekena izany.

Araka izany, manao sonia an'ity Fifanarahana ity ny nomem-pahefana ao amin'ny Tarika mifanaiky roa.

Natao amin'ny dika roa mitovy amin'ny teny anglisy, manankery daholo ny dika roa.

AVY	AMIN'NY	AVY	AMIN'NY
GOVERNEMENTAN'NY	FANJAKAN'I THAILANDE	GOVERNEMANTAN'NY	REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA

TOVANA**TABILAON-DALANA****TABILAON-DALANA I.**

- Lalana mandroso sy miverina ho trandrahan'ny orinasa voatondron'ny Fanjakan'i Thaïlande.

Toerana ao Thaïlande - Toerana roa anelanelana mbola hifanekena - ANTANANARIVO.

TABILAON-DALANA II.

- Lalana mandroso sy miverina ho trandrahan'ny orinasa voatondron'ny Governemantan'i Madagasikara.

Toerana ao Madagasikara - Toerana roa anelanelana mbola hifanekena - BANGKOK

TOROMARIKA

Ny orinasam-pitateran'ny Tarika Mifanaiky tsirairay avy dia afaka manajanona amin'ny fisidinana iray na maro, toerana izay tiany amin'ny toerana anelanelana voasoratra etsy ambony fa ny ilaina dia manomboka amin'ny toerana iray ao amin'ny tanin'ny Tarika Mifanaiky nanendry ny orinasam-pitaterana an'habakabaka ny asam-pitaterana.